

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT

55^{ième} CONGRES NATIONAL CONGRES NATIONAL

NICE
Mai 1939

SEANCE OFFICIELLE DE CLOTURE DU CONGRES

DIMANCHE 28 MAI 1939

Extrait de l'ACTION LAIQUE (Bulletin mensuel de la Ligue) N° 67 de juillet 1939

Devant une salle comble, dans le cadre de l'Opéra de Nice, la séance solennelle de clôture a lieu sous la présidence de M. Jean Zay, Ministre de l'Education Nationale. Après les discours de Maître MILHAUD, Président de la Fédération des Alpes Maritimes, de Joseph BRENIER, Président de la Ligue, de A. FAMIN, Inspecteur d'Académie du Puy de Dôme, rapporteur général du Congrès et du Sénateur Jean MEDECIN, Maire de Nice, Jean ZAY clôt la série des discours en prononçant l'allocution dont voici le texte.

DISCOURS DE JEAN ZAY

MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MESDAMES, MESSIEURS,
J'ai considéré, malgré, vous le devinez sans peine, les motifs de présence si nombreux qui peuvent en ce moment me retenir à mon ministère, malgré aussi une circonstance agréable qui, dans 48 heures, me conduira rendre visite aux Universités américaines, j'ai

considéré, dis-je, qu'il était de ma fonction naturelle d'être une fois de plus parmi vous ce matin — une fois de plus puisque, déjà, lors des congrès de la Ligue des années précédentes, vous m'avez fait l'amitié de m'offrir la présidence de vos séances de clôture et du banquet traditionnel.

J'ai obéi, en répondant à l'invitation de mon ami Brenier, non pas seulement, croyez-le, aux nécessités seules de ma charge, mais à un plaisir personnel très vif, dont je n'ai pas besoin de rappeler à cet instant les origines, — notre ami Brenier y faisait allusion à l'instant : c'est à l'abri et sous le patronage de François-Albert que, voici un certain nombre d'années, je venais au Conseil général de la Ligue; c'est sur son émouvante recommandation que m'était confiée — à vrai dire pour bien peu de temps! — la présidence de votre Comité des Fêtes de la Jeunesse. Et je n'ai quitté votre Conseil général que pour prendre des responsabilités qui m'ont conduit à une collaboration et à un contact quasi-quotidien avec beaucoup d'entre vous et avec la Ligue elle-même.

En 1937, nous étions à Versailles, dans la ville des Rois; en 1938, à Paris, M. le Président de la République voulait bien marquer par sa présence l'hommage qu'il rendait au nom du pays républicain à la Ligue de l'Enseignement, et, cette année, vous êtes venus tenir vos assises dans l'un des lieux incomparables de la France, lieu de l'esprit, en effet, comme le disait tout à l'heure mon collègue et ami Jean Médecin, lieu aussi où tous les miracles de la lumière, tous les miracles de la nature et des fleurs sont venus vous entourer pour donner au congrès de la Ligue de l'Enseignement et malgré tant de sujets de préoccupation et d'inquiétude, une allure de jeunesse et d'éclat qui est bien conforme à son activité incessante.

Je veux à mon tour remercier ceux qui, en cet instant, m'ont reçu, particulièrement au congrès de la Ligue de l'Enseignement : le président de votre Fédération départementale, M. le bâtonnier Milhaud, que je salue tout spécialement comme un confrère qui a un peu déserté son Palais de Justice, mais qui ne regrette pas d'avoir été si affectueusement adopté par l'Université, et qui, tout à l'heure, nous a adressé des paroles si saisissantes; je veux aussi, vous le comprendrez, remercier les personnalités officielles qui m'ont accueilli dès ce matin : et, d'abord, M. le préfet des Alpes-Maritimes. Un séjour de quatre mois place Beauvau, auprès de M. le président Sarraut, m'a naguère appris les services que pouvaient rendre à la Nation ces grands administrateurs auxquels des responsabilités sans cesse accrues et de plus en plus diverses, sont imposées par les circonstances.

Je voudrais remercier également mon ami Jean Médecin, sénateur et maire de Nice. Nice est une capitale, une des premières capitales de France, et, sans doute, une des capitales du monde par la porte qu'elle ouvre si largement sur la civilisation méditerranéenne. Vous avez rendu hommage au maire de cette grande cité à cause des efforts vraiment exceptionnels qu'il a su demander et obtenir de son Conseil municipal, pour l'école à tous ses degrés, pour la civilisation elle-même dans tous ses domaines; et je visitais avec émotion, ce matin, ce Centre Universitaire méditerranéen dont mon illustre ami Paul Valéry m'a parlé si souvent, et que M. Mignon, son distingué directeur, nous a montré dans tout son éclat... En tout cas, au nom du Gouvernement, et dans les instants où il ne peut, financièrement

surtout, apporter l'aide désirable à ces entreprises, je dois rendre un hommage particulier à un homme qui, comme Jean Médecin, — entouré, il le sait, au Parlement comme dans sa cité, d'une estime, d'une confiance et d'une affection unanimes, qui franchissent de loin les barrières ordinaires des mandats ou des missions — poursuit dans sa grande cité une œuvre de cette envergure.

Vous trouverez aussi naturel que je salue à cette tribune ceux qui sont mes collaborateurs et dont je sais les efforts et la valeur : M. le recteur Gati, de l'Académie d'Aix, M. l'inspecteur d'académie Charvet, et tous ceux qui, ici même, nous ont accueilli, y compris l'alerte musicien des chasseurs, qui nous a invités tout à l'heure à imprimer à notre action et à nos résolutions, le rythme entraînant qui est le sien !

Mesdames, Messieurs, je veux ici rendre hommage à la Ligue française de l'Enseignement. Elle est si vraiment incorporée à l'existence de l'Ecole et du Ministère qui est chargé de veiller sur son destin, que j'ai pu, malgré la suppression des déplacements ministériels, être parmi vous sans autorisation spéciale de M. le Président du Conseil, puisqu'il s'agit d'une manifestation technique de l'Ecole.

La Ligue française de l'Enseignement remplit, en effet, bien souvent des fonctions qui devraient naturellement incomber à l'Etat, qu'il ne remplit pas, faute de moyens matériels, faute aussi d'avoir jusqu'ici porté à leur expression suprême certaines de ses institutions scolaires, mais que la Ligue, elle, assume avec une bonne grâce, une spontanéité, une générosité de cœur et d'esprit auxquelles je dois rendre hommage.

Vos Fédérations, qui couvrent, aujourd'hui, la France d'un réseau serré et attentif, rassemblent tous les amis de l'école (et vous entendez ce terme au sens large et complet). Or, le rôle de ces amis de l'école ne s'arrête pas aux limites d'une heure de classe ou au terme de la scolarité; il se poursuit dans le domaine post-scolaire, dans la vie tout entière, qu'il s'agisse des sports, du cinéma, des bibliothèques, des vacances, etc...

Nous avons travaillé ensemble. Récemment encore, la Ligue de l'Enseignement intervenait à son actif des réalisations, telles que l'ouverture de ce Bureau de Documentation professionnelle, auquel nous avons été heureux d'assurer la subvention nécessaire, et qui, en collaboration avec le Bureau Universitaire de Statistique, donnera à tous les jeunes gens qui n'ont que la formation primaire, les indications utiles sur les professions qu'ils peuvent envisager, auxquelles ils peuvent accéder.

Vous avez ainsi formé, dans nombre de domaines, des réalisations dont vous comprendrez que, tout à l'heure, je veuille dire un mot... Mais, saluant tous les militants de cette œuvre admirable, je féliciterai d'abord le Président de la Ligue, mon ami Brenier, qui s'est consacré entièrement à cette tâche, qui lui donne, non seulement son temps, mais son intelligence, son don étonnant de construction et de réalisation, et une perspicacité qui font qu'on le rencontre toujours sur les chemins utiles à l'école, et, partant, au pays, et qui, avec un désintéressement total et une

ardeur inégalable, remplit dans la France une des missions les plus élevées et les plus nobles qui soient.

Je ne veux pas nommer ses collaborateurs, vous le comprendrez... Aussi bien un certain nombre sont-ils les miens, et les partageons-nous en commun; mais, si je résume en la personne de M. Brenier, l'hommage que j'adresse à tous les conducteurs de la Ligue, vous comprendrez que je veuille saluer spécialement les liens qui, à travers le monde, vous unissent à ceux qui pensent comme vous, et que je les souligne en disant avec quel plaisir, quelle joie et quelle émotion même, nous avons retrouvé — puisqu'il fut déjà des vôtres — M. Smelten, président de la Ligue Belge, qui apporte parmi vous, non seulement l'affection de ceux qui habitent hors de nos frontières, mais celle du noble et magnifique pays auquel nous nous sentons si étroitement associés !

Il y aura trois ans dans quelques jours, nous commençons, ou plutôt, je continuais avec vous la collaboration qui m'avait rapprochée de mes prédécesseurs, trois années traversées de difficultés qui n'émanaient pas de l'Ecole, mais qui se répercutaient sur elle, difficultés financières, difficultés internationales. Nous pouvons les considérer avec la satisfaction d'y avoir dignement fait face. La collaboration de la Ligue de l'Enseignement avec toutes les institutions officielles de l'Ecole, s'est poursuivie chaque jour. Il serait impossible, en cet instant, d'en résumer toutes les étapes. Laissez-moi, en quelques mots, évoquer les dernières circonstances où elle s'est manifestée.

J'ai tenu, pour ma part, dans toute la mesure des moyens matériels qui pouvaient être mis à ma disposition, et sans autre restriction, à vous apporter le concours du Gouvernement. Le problème s'est posé d'abord, comme il est naturel, pour la subvention même que l'Etat doit, je puis le dire, à la Ligue. En ce moment-ci, je suis en train d'en proposer le renouvellement à M. le Ministre des Finances, et j'ai le ferme espoir qu'il le garantira.

Vos manifestations artistiques, auxquelles, par un geste dont j'ai été ému et dont je vous remercie, vous avez bien voulu lier mon nom, ont pu, en 1938, grâce à des facilités budgétaires que le Gouvernement m'avait consenties, bénéficier d'une subvention. Mais, si les circonstances d'aujourd'hui ne me permettent pas de la maintenir sous cette forme, j'essaierai, votre Président le sait, par d'autres voies, de vous en poursuivre le bénéfice, étant donné l'intérêt tout spécial qu'ont pu éveiller à travers le pays, les festivals que vous avez donnés avec le concours d'excellents artistes.

Enfin, nous sommes associés pour fêter le 150^e anniversaire de la Révolution française... Lorsqu'au nom du Gouvernement qui m'en avait chargé, je demandais à la Chambre et au Sénat les crédits nécessaires pour cette commémoration, je rencontrai quelques collègues — peu nombreux à la vérité — qui me répondirent que ce n'était peut-être pas conforme à l'opportunité du moment. J'ai dit à la tribune, et encore en présence de M. le Président de la République, le 5 mai, à Versailles, jour anniversaire de la réunion des

Etats généraux, que je trouvais, tout au contraire en 1939, une raison supplémentaire de fêter l'anniversaire de la Révolution française par une journée d'unité nationale. Car la cause de la France, défendue avec vigilance par le Gouvernement de la République, se confond avec celle de la liberté, et, à beaucoup d'égards, avec celle de la liberté humaine elle-même.

Nous fêterons donc le 150^e anniversaire de la prise de la Bastille et de toute la Révolution française, par des manifestations qui feront appel à tous les éléments de la Nation.

Quand j'ai créé le Comité National chargé, sous le patronage du Président Edouard Herriot, de préparer les diverses fêtes, j'y ai inscrit, naturellement, la Ligue Française de l'Enseignement, et notre ami Brenier a été des nôtres à chaque séance; vous savez par quelles manifestations vous prendrez votre part à cette commémoration.

J'ai d'ores et déjà l'intention, dans le cadre des crédits qui sont mis à ma disposition, de réserver à la Ligue, pour l'effort ingénieux qu'elle a entrepris, une subvention qui l'aidera à compenser ses dépenses. Cette subvention se trouvera d'ailleurs indirectement accrue par les subventions que le Comité National accordera aux groupements départementaux placés sous l'égide des préfets et des maires, et dans lesquelles vos Fédérations et vos sections ont trouvé naturellement place.

Enfin, ces derniers mois, un certain nombre d'initiatives, qui avaient été partiellement et presque toujours totalement l'œuvre de la Ligue, ont pu prendre un caractère officiel : stage des éducateurs qui iront dans nos écoles de plein air, à côté des centres d'entraînement pour la formation des moniteurs de colonies de vacances; films d'enseignement, chapitre où j'ai rencontré bien des difficultés financières, mais à propos duquel j'essaie, en ce moment, d'obtenir du Ministre des Finances, pour le budget de 1940, des crédits qui pourraient permettre d'acroître une production intéressante et de développer le cinéma éducateur, etc...

Oui, nous continuerons l'effort que nous avons entrepris ensemble, et votre Congrès, dont tout à l'heure M. Famin rappelait en termes saisissants et d'une grande élévation, les divers travaux et les conclusions, votre Congrès trace les chemins dans lesquels nos hommes d'Etat poursuivront la marche.

Quand la prolongation de la scolarité a été votée en 1936, sur un projet de loi que j'ai eu l'honneur de soutenir devant le Parlement, j'ai marqué de mon mieux qu'il ne s'agissait que d'une étape, et que l'âge de 14 ans n'était pas celui où nous entendions arrêter la formation obligatoire de la jeunesse française. Il y a quelques mois déjà, lorsque j'ai eu à appeler à la direction de l'Enseignement Primaire, que guidait notre ami M. Rossel, notre ami M. Sorre, que tant de contacts et tant de liens unissaient à votre région, ce n'est pas par un geste sans signification que j'ai voulu faire, de cette direction, la direction de l'enseignement du Premier Degré et de l'Education post-scolaire. Et si je suis, dans le moment présent, contraint de faire surtout appel à

la bonne volonté et à l'initiative des maîtres pour assurer cet enseignement post-scolaire, je considère cette obligation comme vous la considérez vous-mêmes : un moyen nécessaire auquel, le plus tôt possible, il faudra recourir pour lui donner une pleine réalité.

Dans une assemblée parlementaire, il y a quelques jours, nous évoquions les statistiques des illettrés, et j'ai eu l'occasion de dire aux membres de la Commission du Sénat que, si les statistiques des conscrits révèlent des chiffres angoissants, celles des jeunes gens sortis à 14 ans de l'école, si elles étaient faites, attesteraient par contre la qualité de la formation reçue, et que le problème se plaçait donc entre la 14^e et la 20^e année, période pendant laquelle les adolescents semblent se hâter, sous la contrainte de la vie, d'oublier les éléments qu'ils ont reçus à l'école, tandis que l'école, en fait, doit continuer à se préoccuper d'eux pour leur assurer le complément de formation nécessaire.

■

Quant au Service Social de l'École à la Nation, je l'entendais évoquer par M. Famin, il y a un instant, dans un état d'esprit qui est le vôtre; vous avez souligné la liaison étroite de l'école avec la société, avec la vie du pays, avec le rythme de l'existence de la Nation. Et il n'est pas sans signification que vous ayez confié le soin de rapporter un tel problème à un homme qui a su, dans les années passées, depuis longtemps, conduire une action si magnifique, et qui, en 1937, était l'animateur essentiel de cet admirable congrès de l'Enseignement Primaire, congrès international qui demeure pour moi un des spectacles les plus émouvants que j'aie vus au cours de ma carrière, notre ami, M. Lapierre qui a, sur ce point, mieux fait qu'aborder, mais qui a réalisé avec tant d'ampleur, de feu et de générosité !

■

J'ajouterai à ces paroles, Mesdames et Messieurs, les quelques mots que vous attendez de moi, en dehors même du cadre de la Ligue de l'Enseignement, lorsqu'une telle circonstance nous rassemble, et lorsque j'apporte à votre congrès, une fois de plus, le salut cordial et amical du Gouvernement et de tout mon ministère... Vous attendez de moi que je vous apporte, en quelques mots, ce que je pourrais appeler « un bulletin de santé de l'École Laïque ».

Laissez-moi vous le donner : il est excellent ! L'École républicaine se porte très bien, elle se porte bien malgré tant de difficultés financières redoutables qui ne sont que le reflet des difficultés générales du pays et qui font qu'hélas ! les circonstances nous imposent de consacrer nos ressources à la défense de la Nation au lieu de les consacrer aux œuvres vivantes auxquelles nous voudrions apporter une attention accrue. Elle se porte très bien, malgré certaines discussions et malgré des hostilités qui, même dans les moments graves, ne désarment pas toujours, et dont quelques-unes se sont peut-être réveillées inopportunément ces temps derniers.

Elle se porte bien parce qu'elle continue de remplir avec une bonne volonté admirable,

avec une ardeur sans cesse accrue, une tâche dont, tout à l'heure, notre ami Médecin soulignait justement qu'elle était liée à l'existence même du pays.

Arrivant rue de Grenelle, voici trois ans, dans un siège qu'avaient occupé des prédécesseurs si illustres qu'ils m'eussent rempli de confusion si je n'avais trouvé la justification de ma présence dans le concours même de la génération à laquelle j'appartiens, j'ai essayé de donner aux efforts qui allaient avoir à s'organiser, une devise simple qui pouvait s'énoncer ainsi : « *L'École d'abord !* », l'École d'abord ! parce que, dans un pays de démocratie, c'est d'elle que tout vient et c'est à elle que tout revient.

Cette école, nous avons à accomplir en sa faveur deux tâches qui ne sont nullement contradictoires : la conserver et la perfectionner. La conserver dans tout ce qu'elle a d'excellent, dans le bénéfice d'une institution qui, par 50 ans d'efforts, a été limée, préparée, formée. La conserver dans l'effort d'un personnel primaire auquel je veux rendre hommage, qui a toujours été sensible aux appels que, pour l'amélioration du service de l'école, j'avais à lui adresser, même quand je ne pouvais toujours lui donner les moyens matériels d'y faire face, un personnel qui n'a été combattu que parce qu'on sait à quel point il est lié à la stabilité et à la sécurité du régime républicain !

La conserver précisément dans le cadre d'une législation laïque, qui n'est une oppression ou une menace pour personne, mais qui est une garantie pour tout le monde.

Nous avons eu, ces dernières années, le spectacle d'êtres humains inquiétés pour leur foi, leur confession religieuse, leurs doctrines, etc... : ce n'était jamais en France, et, sur ce point, si des comparaisons avaient été faites, elles constitueraient pour nous un motif d'orgueil et de fierté; elles nous conduiraient à demander à tous de respecter la législation si patiemment édifiée et votée par le Parlement, comme un cadre à l'abri duquel personne ne se trouve menacé ou inquiété, et à l'abri duquel encore le respect nécessaire de toutes les opinions, de toutes les confessions, peut-être maintenu et où l'École, domaine sacré, domaine mystérieux et capital, dont l'enjeu est l'âme fragile et molle de ces enfants, où peuvent s'imprimer des empreintes trop brutales, où l'École, dis-je, doit rester, quoi qu'il arrive, résolument soustraite à toutes les agitations et à toutes les controverses qui ne doivent, en aucune façon, franchir son seuil.

Mais nous voulons aussi l'améliorer. Et, sur ce point, je veux, en terminant, dire un mot de certains efforts qui ont été entrepris; ils ont reçu le concours de tous ceux qui, d'une manière désintéressée, souhaitent le perfectionnement et l'accroissement du domaine de l'école. Nous voulons, pour prendre une définition que nous avons inscrite en tête d'un film, une école saine et joyeuse, et, mieux encore et plus simplement, une école saine et vivante.

Saine : dans toutes les constructions, dans les innombrables constructions scolaires, malheureusement interrompues depuis quelques mois par les circonstances, mais qui, pendant deux ans et demi, ont donné tant de résultats à travers la France, ce sont les règles de salubrité qui ont été respectées, ces règles

que d'ailleurs Mme Mascart et ses collègues ont su si bien nous conseiller. Et nous avons fait ainsi une école saine, une école rationnelle, une école logique.

C'est du point de vue même du calendrier que j'ai voulu ainsi m'en préoccuper. J'ai été conduit à l'examiner ces jours-ci : en fixant le départ des congés scolaires pour l'enseignement primaire au 15 juillet, je n'ai pas entendu seulement supprimer une quinzaine dont les hygiénistes nous disent combien son rendement scolaire est faible; je n'ai pas entendu seulement faire face aux obligations des congés payés, et réaliser une unification des dates de vacances, dont les parents qui ont des enfants dans les différents degrés de l'enseignement, comprennent parfaitement l'utilité; en un mot, je n'ai pas voulu seulement réduire de quinze jours, bien loin de là, la durée de la scolarité primaire; j'ai voulu signifier, au contraire, que l'œuvre de l'école, dans une année, devrait durer douze mois. L'école doit vivre pour les douze mois de l'année; elle doit observer pour sa scolarité proprement dite, pour ses 184 ou 185 jours indispensables de scolarité, un plein rendement que l'échelonnement rationnel des vacances rendra plus grand. Elle doit se faire de la conception des vacances une notion plus moderne, plus complète, que le développement des colonies de vacances, dont les maîtres seront préparés par le stage spécial que vous avez institué, rendra profitable à la santé des enfants.

Cette école saine, elle le sera en outre par l'application rationnelle et obligatoire d'une éducation physique que, dans la limite de trois heures, nous avons fait introduire et dont je peux bien dire que les résultats enregistrés dans les départements où cette expérience a fonctionné avec une spéciale vigilance, sont singulièrement encourageants — résultats observés par les médecins, résultats constatés dans des certificats d'étude, où nous observons que, dans les départements où l'expérience d'éducation physique et d'hygiène une après-midi par semaine a été faite, dans 93 % des départements, les résultats du certificat d'études ont été nettement supérieurs à ceux des années précédentes.

Voici l'enseignement des faits, et si nous rencontrons parfois des parents qui nous disent que les enfants de la campagne, parcourant à l'air libre de grands espaces de chemin pour se rendre à l'école, n'ont pas toujours besoin de cette éducation physique, répondons-leur qu'ils en ont besoin plus que d'autres; qu'autre chose est de vivre à l'air libre de la campagne et d'y pratiquer une marche qui n'est pas toujours méthodiquement, rationnellement réglée, autre chose est de pratiquer l'exercice quotidien simple, élémentaire, qui donnera aux jeunes enfants qui nous sont confiés cette santé robuste, complètement indispensable et capital de la formation intellectuelle que vous lui devez.

Enfin, tout ceci se complète par des institutions qui tentent soit de donner à l'école le nombre de maîtres dont elle a besoin (12.000 créations ont été faites depuis 1936), soit d'organiser une pédagogie nouvelle, agissante, vivante, que les activités dirigées s'efforcent de présenter.

Bien sûr, et tout à l'heure, on avait raison de le dire, il faudra, pour que le maître soit

plus spécialement formé à la tâche accrue, assouplie, que nous attendons de lui, qu'il en reçoive la préparation à l'Ecole Normale. Mais les efforts que j'ai trop rapidement et trop longuement à la fois, évoqués devant vous, s'insèrent dans le cadre général d'une réforme dont j'aurais souhaité pour ma part qu'elle fût discutée et votée plus rapidement, mais qui s'efforce de donner un sens aux efforts de mes prédécesseurs et à ce terme « d'Ecole unique », impropre sans doute, mais sur lequel nous devons bien nous entendre : l'école unique n'est pas seulement la gratuité seule — ce serait rapidement, prenons-y garde, l'origine d'un malentendu, une équivoque et un danger, ce serait l'engorgement des études, ce serait des milliers de jeunes gens, munis de parchemins inutiles, conduits vers des impasses, appelés à devenir des révoltés ou des aigris, risquant de constituer ainsi, dans une jeunesse désespérée, le danger redoutable auquel aucun régime de liberté à travers le monde n'a jamais su résister dans le passé — c'est l'effort très simple d'une nation qui doit prendre par la main ce petit écolier en galoches et en capuchon, qui s'en va sur les routes de nos villages ou de nos villes, et le conduire sur les banes de l'école primaire jusqu'à ce certificat d'études qui deviendra la base obligatoire et indispensable de tout accès aux diverses branches du second degré, où il choisira sa voie, non au hasard des sollicitudes attentives mais souvent mal informées des parents, mais d'après des renseignements précis pris dès l'entrée à l'école (et qui laisseront subsister d'ailleurs la liberté des parents), et jusqu'aux études supérieures qui le conduiront soit vers l'enseignement technique, soit vers l'usine ou vers l'atelier, chaque Français devant être à sa place et chaque profession quelle qu'elle soit étant honorable à partir du moment où elle correspond aux dons qui se sont révélés chez l'enfant.



C'est cela que nous voulons faire: c'est à cela que je veux inviter la Ligue de l'Enseignement, sans laquelle aucune grande réforme ne peut se réaliser en France, à nous prêter le plus largement possible son concours. Je vous étonnerais bien si je vous disais qu'après trois ans, je n'ai pas rencontré parfois de ces réformateurs découragés, intermittents, qui n'aiment les réformes qu'en en parlant toujours, sans jamais les réaliser, sans jamais courir les risques d'une réalisation... Je vous étonnerais si je vous disais qu'il ne m'arrive jamais d'en rencontrer... Mais j'ajoute que ce n'est jamais à la Ligue que j'ai trouvé cette nostalgie de la routine, redoutable et invisible, qui fait qu'après s'être engagé hardiment et courageusement dans la voie des renouvellements et des tentatives, on finit par se dire, au premier coup reçu, qu'il est plus reposant et plus sûr, surtout dans une maison où tout marche naturellement bien, de rester paisiblement assis à donner des signatures sans s'exposer aux mauvais traitements de ceux pour lesquels l'inertie résume toutes les doctrines.

Pour moi, je sais que les réformes se feront; elles se feront sûrement, parce qu'elles se font toujours. La seule question est de savoir si

nous les ferons dans la méthode, dans l'ordre, dans la cohérence et dans la bonne volonté, ou si, comme ailleurs, elles nous viendront un jour de sauveurs qui, à travers la contrainte et la brutalité, viendront les imposer à chacun sans qu'il puisse garder le droit même de les discuter. Une démocratie se doit de ne pas oublier, à la faveur des circonstances présentes, cette tâche et cette mission.

Il m'est arrivé, au hasard des préoccupations qui sont celles en ce moment de tous les Français d'entendre d'éminents universitaires, des maîtres, des collaborateurs, me dire, en voyant toutes les énergies nationales se tendre vers la protection de la sécurité du pays, tous les crédits être utilisés, comme il le faut, hélas ! — pour un temps, j'espère — à la formation de sa cuirasse et de ses armes, et toutes les attentions se détourner momentanément des œuvres vives et fécondes, il m'est arrivé de leur entendre dire, à ces maîtres : « Notre mission se résume en un seul mot : continuer ! Continuer sans rien changer ni à notre conviction ni à notre volonté, ni à nos espoirs » ; continuer d'abord parce que, pour le sang-froid du pays, pour la maîtrise de ses nerfs, pour la tranquillité de son esprit, il est nécessaire que ses universitaires, ses maîtres, ses enfants, ses instituteurs, lui offrent le spectacle d'un labeur ininterrompu, méthodique, et qui reste, avec tout son sang-froid, comme indifférent aux nuées qui passent au-dessus de son front.

Car à côté de la cuirasse d'acier forgée par nos collègues qui, à la Défense Nationale, ont la charge de la défense du pays, il y a une autre cuirasse qui n'a jamais été percée, à aucun moment de l'histoire de la France, c'est celle qu'à travers les siècles lui ont formée ses savants, ses universitaires, ses maîtres d'école, « ces hommes à grosse tête », comme on disait autrefois, qui ont fait la Nation, plus encore que les régimes et mieux encore que les hommes d'Etat, et qui, à travers les frontières — on s'en rend compte à mesure qu'on s'en éloigne — forment la véritable stature de la France, qui projette une ombre ou plutôt une lumière immense sur tout l'univers !

La France, Mesdames et Messieurs, la France est en cet instant une lueur, un flambeau, une lumière, que les vents contraires couchent parfois ; mais chacun sent bien que si elle s'éteignait, une nuit sombre tomberait sur le monde, une de ces nuits dans laquelle les hommes, à tâtons, dans l'horreur et l'épouvante, se chercheraient dans l'angoisse de ne s'être pas retrouvés assez tôt...

Les universitaires et les amis de l'école ne se sont jamais quittés : ils n'ont pas à se retrouver ; ils travaillent à l'abri de votre magnifique Ligue Française de l'Enseignement, et je vous apporte pour eux un message de fidélité, un message de confiance, à l'abri duquel il nous importe de continuer à travailler.